



RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

EXERCICE 2020

00000

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
CHIFFRES CLEFS ET FAITS MARQUANTS	3
1 ORGANISATION DU SERVICE	4
1.1 HISTORIQUE ET PERIMETRE	4
1.2 MODES DE GESTION	5
2 REGLEMENT DE SERVICE	5
3 SUIVI FINANCIER	6
3.1 PRIX DU SERVICE	6
3.2 COMPTE ADMINISTRATIF	7
4 BILAN DES CONTROLES	8
4.1 INVENTAIRE DES INSTALLATIONS	8
4.2 CONTEXTE SANITAIRE COVID-19.....	8
4.3 SYNTHESE DES CONTROLES 2020	9
4.4 INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	10
4.5 SYNTHESE DES INDICATEURS DU SERVICE.....	10

Préambule

Un rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'assainissement (dit « RPQS ») est un document produit tous les ans par chaque service d'assainissement pour rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée. Ce rapport répond à une exigence de transparence en interne et à l'égard des usagers - consommateurs des services concernés. Il doit être présenté par l'exécutif de la commune ou du groupement de collectivités (maire ou président) à l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement. Après validation, ce rapport devient un document public qui doit être mis à disposition des usagers-consommateurs (pour les communes de plus de 3 500 habitants ou les groupements comprenant au moins une commune de cette taille).

Ce rapport doit désormais être présenté au plus tard neuf mois après la clôture de l'exercice concerné (cf. décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement). Il est ensuite adressé, aux maires des communes membres pour être présenté à leur assemblée au plus tard dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice concerné.

Le RPQS a été créé par l'article 73 de la Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (dite « Loi Barnier »). Cet article a été supprimé au profit de l'article L2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le Décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui précise le contenu et les modalités de présentation du rapport a été traduit dans les articles D2224-1 à D2224-5 du CGCT. Il a été complété par le Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 (annexe VI des articles D2224-1 à D2224-3 du CGCT) qui introduit les indicateurs de performance des services.

Accompagné du compte administratif, ce rapport est également conforme à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales en tant qu'il retrace l'activité du service. A ce titre, il est transmis aux maires des communes membres avant le 30 septembre et fait l'objet d'une communication au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus.

Enfin, ce rapport, qui vise à renforcer la transparence de l'information dans la gestion des services publics locaux, est mis à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent son adoption par la collectivité et remis au Préfet du Var pour information.

Ce rapport qui relate les conditions de la gestion du service public d'assainissement comprend les informations relatives :

- à l'organisation du service
- au service à l'usager
- aux indicateurs financiers

Chiffres clefs et faits marquants

- 5576 installations d'assainissement non collectif.
- Bilan 2020 :
 - 184 contrôles de conception
 - 96 contrôles de réalisation
 - 218 contrôles de vente
 - 8 contrôles périodiques
- Gestion du service public d'assainissement non collectif de Sainte-Maxime en régie à partir du 14/04/2020.
- Crise sanitaire de la COVID-19 : suspension des contrôles du 17 mars 2020 au 8 mai inclus.

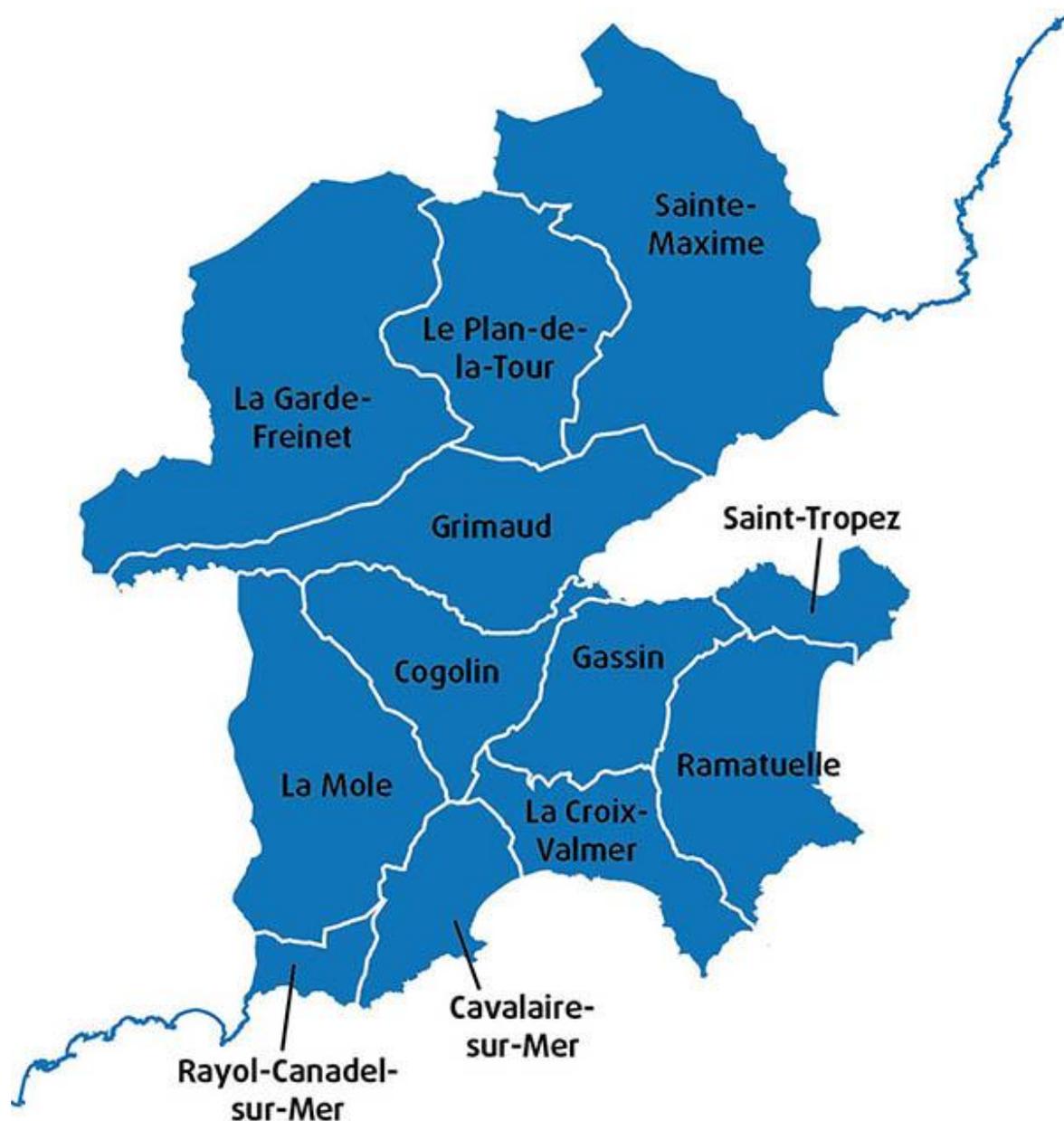
1 Organisation du service

1.1 Historique et périmètre

La compétence « assainissement non collectif » a été transférée à la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez le 1^{er} juillet 2015, en tant que compétence optionnelle.

A compter du 1^{er} janvier 2018, les statuts de la Communauté de Communes sont modifiés, et la compétence assainissement non collectif devient une compétence facultative.

La Communauté de Communes regroupe les 12 communes figurant sur la carte ci-dessous :



1.2 Modes de gestion

L'activité du SPANC a été confiée au pôle EAU de la communauté de communes à compter du 1^{er} janvier 2018.

Au 1^{er} janvier 2020, une partie du service est exploitée en régie. Cela concerne les communes suivantes :

- Cavalaire ;
- Cogolin ;
- Gassin
- La Croix Valmer
- Grimaud
- La Garde Freinet
- La Mole
- Ramatuelle

Pour les autres communes, le service est exploité dans le cadre de contrats de délégation de service public.

Le détail figure dans le tableau ci-dessous :

Commune	Délégataire	Date de début du contrat	Date de fin du contrat
Plan de la Tour	VEOLIA	01/04/2013	31/03/2025
Rayol-Canadel	SAUR	01/01/2014	31/12/2023
Sainte-Maxime	VEOLIA	01/04/2013	13/04/2020
Saint-Tropez	VEOLIA	30/01/2014	31/01/2024

Le contrat de délégation de service public de Sainte-Maxime est arrivé à son terme le 13/04/2020. Après avis du comité technique du 6 janvier 2020 et après avis de la commission consultative des services publics locaux du 14 janvier 2020, la Communauté de communes a décidé, par délibération n°2020/02/12-42 du 12 février 2020, d'approuver la gestion en régie du service public d'assainissement non collectif de Sainte-Maxime à compter du 14/04/2020.

2 Règlement de service

Pour chaque mode de gestion défini au chapitre précédent, le service dispose d'un règlement de service

Le règlement de service doit définir « en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires » (article L2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le règlement de service définit notamment la périodicité du contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette périodicité ne peut pas excéder 10 ans (article L2224-8 CGCT du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le tableau ci-dessous présente la périodicité définie dans chaque règlement de service

	Date d'entrée en vigueur du règlement de service	Périodicité des contrôles
Régie	Septembre 2015	7 ans
Plan de la Tour	Août 2013	Non précisé
Rayol-Canadel	Janvier 2014	6 ans
Sainte-Maxime (jusqu'au 13/04/2020)	Janvier 2015	8 ans
Saint-Tropez	Janvier 2014	5 ans

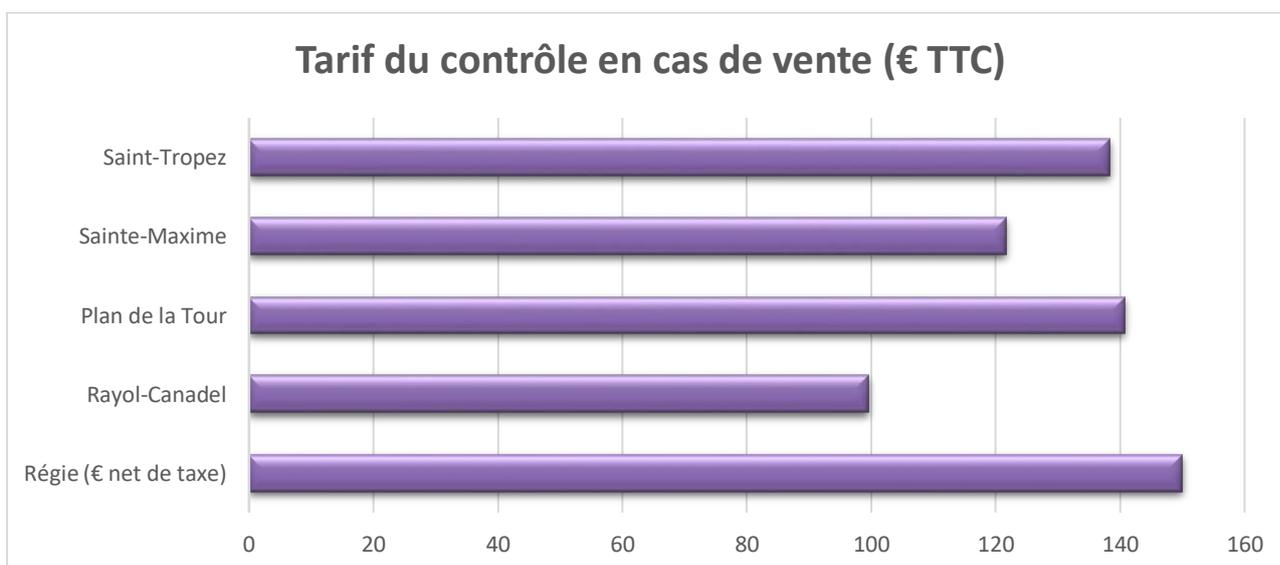
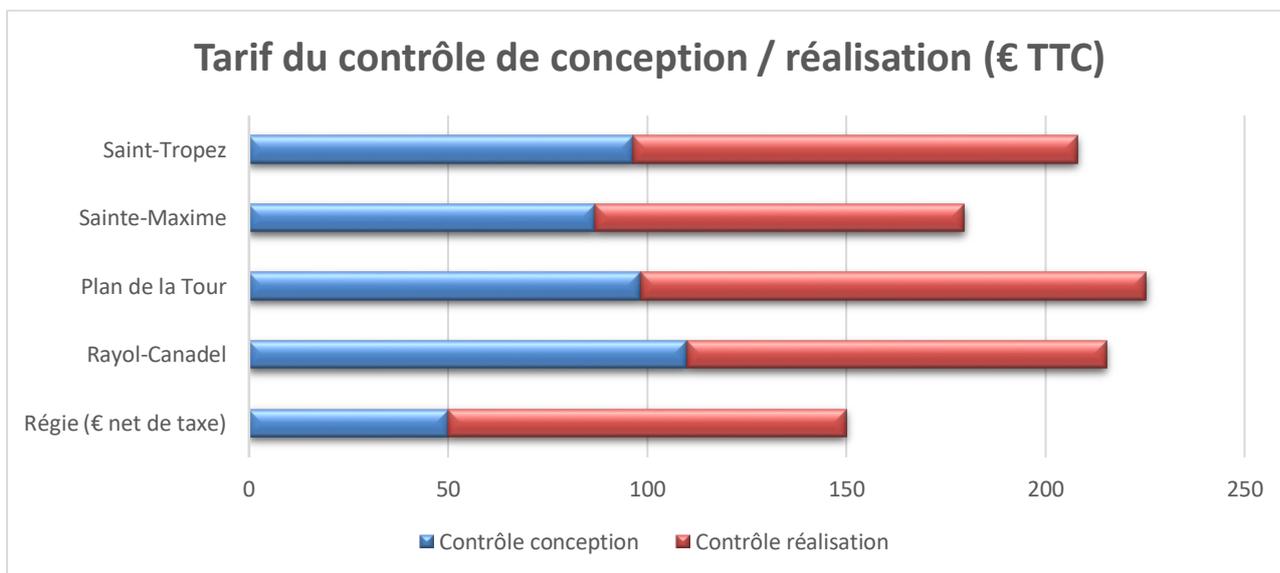
3 Suivi financier

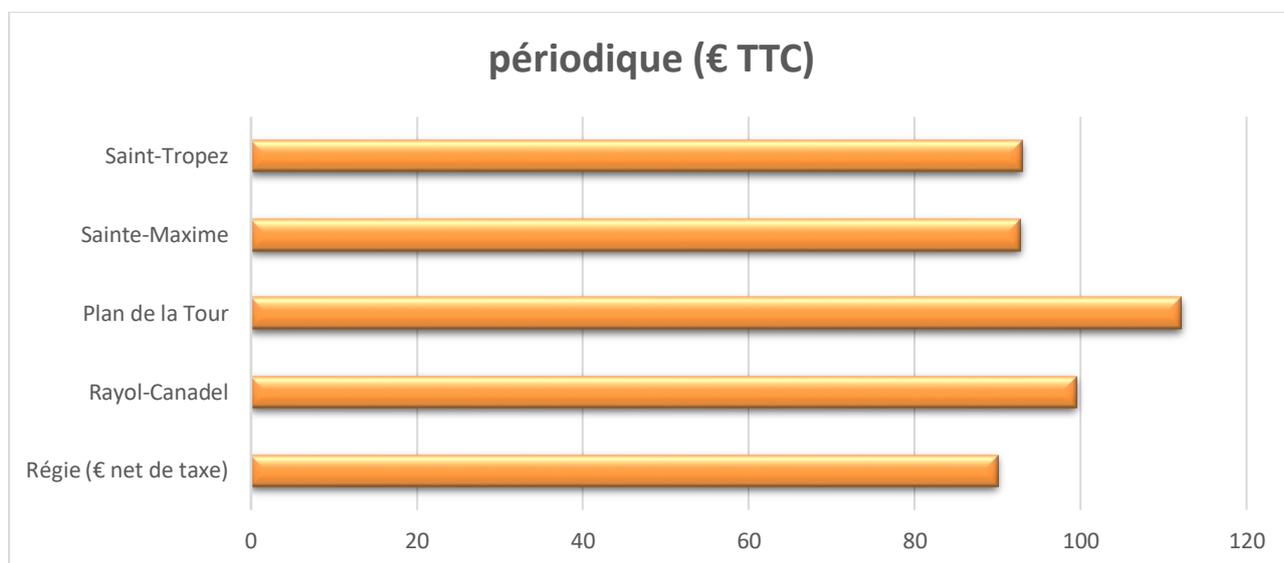
3.1 Prix du service

L'ensemble des tarifs du service au 1^{er} janvier 2020 sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les tarifs de la régie s'entendent net de taxe, les autres tarifs sont hors taxes, une TVA de 10% étant appliquée.

	Contrôle conception	Contrôle réalisation	Contrôle vente	Contrôle périodique
Régie (€ net de taxe)	50,00 €	100,00 €	150,00 €	90,00 €
Plan de la Tour (€ TTC)	98.38 €	126.98 €	140.71 €	112.11 €
Rayol-Canadel (€ TTC)	110.03 €	105.35	99.50	99.50
Sainte-Maxime (€ TTC) (jusqu'au 13/04/2020)	86.92 €	92.72 €	121.69 €	92.72 €
Saint-Tropez (€ TTC)	96.47 €	111.57 €	138.31 €	92.98 €

Les graphiques ci-dessous présentent les tarifs appliqués aux usagers (net de taxe sur le périmètre de la régie, toutes taxes comprises pour les autres communes).





3.2 Compte administratif

Le Compte Administratif 2020 se solde par un résultat de clôture de la section de fonctionnement positif de 26 236.26 €.

Les dépenses se sont élevées à 36 263.11 € et concernent essentiellement les frais de personnel.

Les recettes d'un montant de 62 499.37 € se décomposent comme suit :

- 49 750 € représentent la redevance d'assainissement
- 262.50 € de produit exceptionnel
- 12 486.87 € résultat de fonctionnement 2019 reporté

	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	TOTAL
011	Charges à caractère général	449.55
012	Charges de personnel et frais assimilés	35781.58
65	Autres charges de gestion courante	31.98
	Dépenses de fonctionnement - total	36 263.11

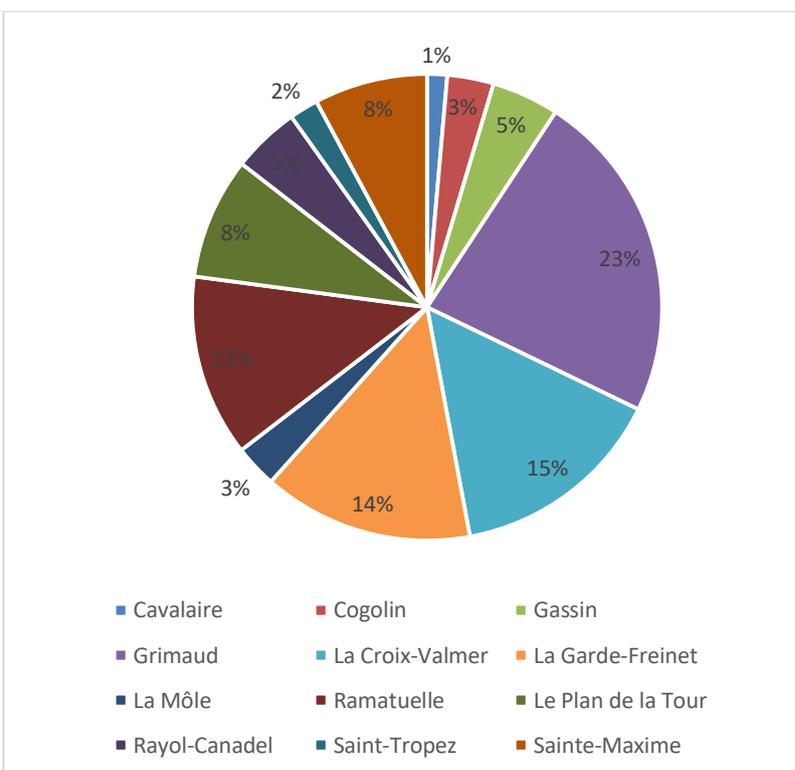
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	TOTAL
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	49 750.00
77	Produits exceptionnels	262.50
	Recettes de fonctionnement - total	50 012.50
	Excédent de fonctionnement reporté de n-1	12 486.87

4 Bilan des contrôles

4.1 Inventaire des installations

Le service a recensé 5 576 installations d'assainissement non collectif. La répartition par commune est présentée ci-dessous :

Cavalaire	77
Cogolin	178
Gassin	259
Grimaud	1 282
La Croix-Valmer	829
La Garde-Freinet	808
La Môle	164
Ramatuelle	703
Le Plan de la Tour	470
Rayol-Canadel	260
Saint-Tropez	111
Sainte-Maxime	435
TOTAL	5 576



4.2 Contexte sanitaire COVID-19

En raison de la crise sanitaire de la COVID-19, les contrôles d'installations d'assainissement non collectif ont été suspendus lors du premier confinement, soit du 17 mars au 8 mai 2020 inclus.

La reprise de l'activité le 11 mai 2020 a été conditionnée par :

- La mise à disposition de masques chirurgicaux, de gel hydroalcoolique, de gants ;
- La limiter les contacts avec les usagers ;
- La mise à disposition d'un véhicule dédié pour l'activité ;

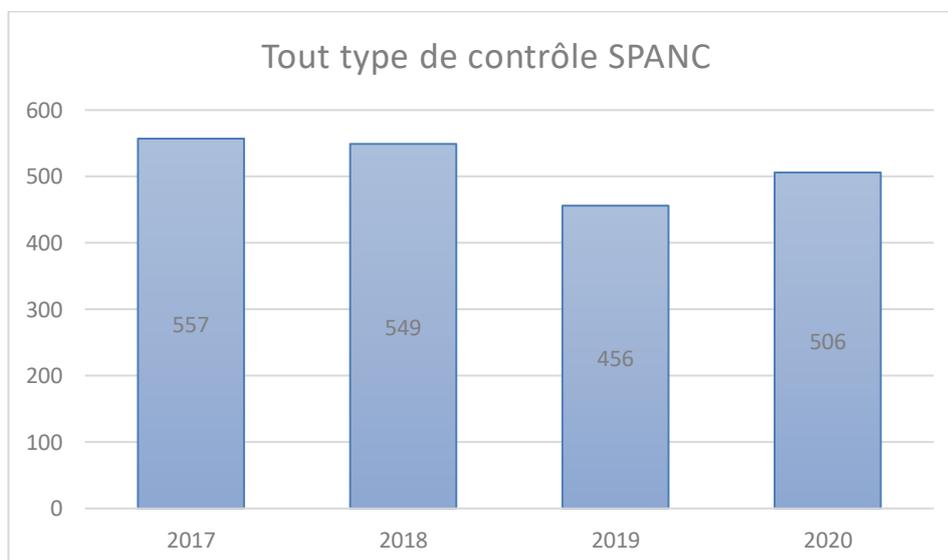
Malgré ce contexte sanitaire, le nombre de contrôles réalisés en 2020 a augmenté par rapport à l'exercice précédent.

4.3 Synthèse des contrôles 2020

Le bilan de l'activité du service en 2020 est présenté dans le tableau ci-dessous.

	Conception	Réalisation	Vente	Périodique
Cavalaire	0	1	1	0
Cogolin	13	12	10	0
Gassin	13	6	13	0
Grimaud	32	8	46	2
La Croix-Valmer	31	15	36	1
La Garde-Freinet	26	21	27	1
La Môle	13	2	6	0
Ramatuelle	26	14	24	2
Le Plan de la Tour	14	9	30	1
Rayol-Canadel	1	4	8	0
Saint-Tropez	0	0	3	0
Sainte-Maxime	15	4	14	1
TOTAL 2020	184	96	218	8

Le nombre de contrôles réalisés en 2020 est donc de 506, soit +11% par rapport à 2019.



4.4 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Le détail du calcul de l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est présenté dans le tableau ci-dessous.

A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service		
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	Oui
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	Oui
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Non
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Non
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service		
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Non
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	Non

4.5 Synthèse des indicateurs du service

Indicateurs descriptifs			
D301.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif	11 710 ⁽¹⁾	hab
D302.0	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	40	-

⁽¹⁾ Hypothèse 2,1 habitant par foyer

Indicateurs de performance			
P301.3	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	Environ 50	%